

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 12/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SEVIGNE INDUSTRIES

La Borie Sèche
BP 6
12520 Aguessac

Références :12-CARMIN-2023-28
Code AIOT : 0006800181

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement SAS SEVIGNE INDUSTRIES implanté Puech Long Bas 12490 Saint-Rome-de-Tarn. L'inspection a été annoncée le 08/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SEVIGNE INDUSTRIES
- Puech Long Bas 12490 Saint-Rome-de-Tarn
- Code AIOT : 0006800181
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par Arrêté Préfectoral n° 2014-132-0010 du 12 mai 2014, et Arrêté Préfectoral (autorisation de prélèvement) n° 2014-132-0009 du 12 mai 2014 la SAS Sévigné Industries la SAS SEVIGNE INDUSTRIES est autorisée à exploiter la carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Saint Rome de Tarn (12) lieu-dit « Puech Long Bas » pour une durée de 30 ans, et pour une production de 150 000t annuelle maximale.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de prélèvement en eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions techniques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 4	/	Sans objet
2	Surveillance des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 6	/	Sans objet
3	Surveillance des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Description des usages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'eau prélevée est utilisée pour l'alimentation du dispositif de dépoussiérage des installations de traitement, pour le lavage des sables, pour l'abattage des poussières au niveau des pistes et des stocks, pour l'arrosage des plantations, ainsi que pour les besoins sanitaires et les besoins de lutte contre l'incendie de la carrière située au lieu-dit 'Puech Long Bas' sur la commune de Saint-Rome de Tarn. Toute utilisation de l'eau à des fins autres que les usages précités est exclue du champ d'application du présent arrêté.
Constats : L'eau prélevée au niveau du bassin tampon (553m3 sur 895m2 et 3 m de profondeur à 443.13 NGF) situé en aval hors périmètre de l'exploitation sur une parcelle (maîtrise foncière exploitant) à caractère agricole (pâturage) est utilisée pour l'exploitation conformément à la prescription de l'article précité. Le bassin de pompage est clôturé, un accès en pente douce à usage des bovins a été aménagé. Il n'y a pas de retour d'eau dans le milieu de prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement des volumes prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit disposer d'un système de comptage volumétrique permettant de vérifier en permanence les volumes prélevés et le débit d'exploitation. Les volumes prélevés ne pouvant être mesurés directement à la source (mise en charge de la conduite 150mm non permanente et alimentation du bassin tampon par la nappe alluviale), un compteur est installé sur la conduite d'adduction alimentant en eau le bassin de la carrière. Ce compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits. Le pétitionnaire est tenu d'en assurer la pose et le bon fonctionnement. Il est aussi tenu de conserver pendant trois ans les données correspondantes et de les tenir à disposition des agents de l'administration chargés du contrôle. Le pétitionnaire relève l'index du compteur en fin de journée travaillée.</p>
<p>Constats : Un compteur est installé sur la conduite d'adduction alimentant en eau le bassin tampon. Ce système de comptage volumétrique permet de vérifier les volumes prélevés. Par relevage, l'eau prélevée est acheminée vers une cuve (25m³) située intra site. Cette eau est utilisée en appoint des eaux de ruissellement et de process recyclées et réservées à l'usage de l'abatage des poussières, lavage des sables et arrosage de la végétation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des volumes prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le pétitionnaire consigne, dans un registre réservé à cet effet, les éléments de suivi d'exploitation suivants : — volumes journaliers, mensuels et annuels prélevés; — incidents survenus dans l'exploitation et/ou dans la mesure des volumes prélevés ; — entretiens, contrôles et remplacement des moyens de mesure et d'évaluation. Si nécessaire, le préfet fixe, par arrêté, des dates d'enregistrement particulières ou une augmentation de la fréquence de relevé pendant les périodes sensibles pour l'état de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Ce registre est tenu à la disposition des agents de contrôle et les données qu'il contient sont conservées pendant 3 ans au minimum.</p>
<p>Constats : Volumes journaliers, mensuels et annuels prélevés, incidents... sont relevés, et consignés dans un registre . L'inspection des installation classées a noté 1 273 m³ prélevés sur la période du 01 janvier au 11 juillet 2023 (date de l'inspection). La capacité de prélèvement est autorisée pour 7 000m³ : - APC n°12-2023-06-13-00006 du 13/06/2023 relatif aux prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse abrogé par l'Arrêté Ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse à l'exception de son article n°2 fixant le volume de prélèvement à 7 000m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet